

MOBILITÉ, FUSION

45 % DE GRÉVISTES

A LA DGFIP LE 15 MAI !



Les agents des Impôts
et du Trésor disent
majoritairement NON
aux projets de Woerth !

EN MAI, ON CONTINUE, ON S'ACTIVE, ON EXIGE !

A l'appel des organisations de fonctionnaires et de l'intersyndicale DGFIP, la grève du 15 mai a rassemblé 45 % de grévistes et a été marquée par la fermeture de plusieurs dizaines de centres des Impôts et de trésoreries, par des manifestations importantes et par des initiatives de rebonds déjà prises pour les jours à venir dans nombre de départements.

Le projet de loi sur la mobilité, en cours d'examen au parlement, c'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. D'autant plus qu'avec la fusion DGI-DGCP, pure déclinaison de la RGPP à Bercy, son cortège de suppressions d'emplois et ses conséquences terribles sur les conditions de vie au travail, les agents des Impôts et du Trésor étaient déjà la cible privilégiée des projets du gouvernement.

Trop, c'est trop !

Ce 15 mai, les agents de la DGFIP ont très massivement exprimé leur opposition à la casse du statut, à la casse de leurs métiers, à la casse de leurs droits, à la casse du service public. Avec un taux de 45 % pour la 5^{ème} grève en 7 mois, la détermination des grévistes est forte et incontestable, la mobilisation peut s'installer dans la durée, à la DGFIP comme dans toute la Fonction Publique.

Cette grève doit servir de déclencheur, elle ne peut pas rester sans suites, tant en termes d'actions que de prise en compte des revendications exprimées.

Face à l'absence de réaction des ministres, continuons l'action, martelons nos exigences !

Woerth, la mobilité, la fusion, ça suffit !

L'Union SNUI – SUD Trésor appelle les 130 000 agents de la DGFIP à se réunir dès vendredi 16 mai pour définir les suites de la grève particulièrement réussie ce 15 mai. En mai, poursuivons sur notre lancée ! Tous les moyens d'action, y compris la grève reconductible, doivent être mis en œuvre jusqu'à l'obtention :

**Du retrait du projet de loi sur la mobilité,
De l'ouverture immédiate de négociations sur la fusion,
De l'arrêt des suppressions d'emplois.**